Journal de Recherche
Multidisciplinaire
ISSN : 3088-5205
https://jorep.net

JOREP
Journal de
recherche
multidisciplinaire

Volume : 1
Numéro : 9
Année : 2026
Mois : Mai

Analyse de la structure financière et ses impacts sur la performance organisationnelle.

Sawadogo salifo

Le département de Gestion des entreprises à l'université de lisala (UNILIS), République Démocratique du Congo

RESUME

La structure financière joue un rôle déterminant dans la performance organisationnelle des entreprises. Elle conditionne leurs capacités à se financer, à investir et à assurer leur pérennité. Cet article examine l'efficacité des financements par l'endettement, les capitaux propres ou les ressources internes. La démarche d'investigation a consisté à collecter des données auprès des acteurs et dans des documents relatifs au financement des entreprises. Ainsi, des questionnaires et un cadre d'analyse ont été élaborés. Les résultats révèlent que les entreprises avec une structure financière équilibrée, alliant capitaux propres et dettes maîtrisées, présentent une meilleure performance que celles ayant un endettement excessif ou une dépendance excessive aux fonds propres. L'endettement modéré apparaît comme un levier stratégique lorsqu'il est bien géré, tandis qu'une mauvaise allocation des ressources financières peut fragiliser l'entreprise. Les dirigeants doivent adopter une gestion proactive et stratégique de leurs ressources financières afin de maximiser la rentabilité et la viabilité de leur entreprise.

Mots-clés : structure financière, performance organisationnelle, rentabilité, endettement, capitaux propres

Soumis le : 24 Mai, 2025
Publié le : 03 mai, 2026
Auteur correspondant : Sawadogo salifo
Adresse électronique : salsawadogo@gmail.com
Ce travail est disponible sous la licence
Creative Commons Attribution 4.0 International.

I. INTRODUCTION

I.1 contexte

La structure financière d'une entreprise représente la répartition de ses ressources financières entre capitaux propres, dettes et autres sources de financement. Elle joue un rôle fondamental dans la performance organisationnelle en influençant la rentabilité, la solvabilité et la capacité d'investissement de l'entreprise. Or, les entreprises cherchent à équilibrer le coût de l'endettement et les avantages fiscaux qu'il procure afin d'optimiser leur valeur (Pagano, M. et Roëll, A. 1998). Elles préfèrent financer leurs investissements d'abord par des fonds internes, ensuite par de la dette, et en dernier recours par l'émission d'actions (IMED ZORGUI, 2009). Ce choix est souvent dicté par la volonté de minimiser le coût du capital et d'éviter la dilution du contrôle des actionnaires.

En outre, un excès d'endettement peut entraîner une vulnérabilité financière accrue, notamment en période de crise économique, (Myers, SC et Majluf, NS (1984).

Notre étude est focalisée sur l'analyse de l'impact de la structure financière sur la performance organisationnelle. Elle examine les interactions entre endettement, rentabilité et croissance des entreprises. Nous cherchons à identifier les stratégies les plus efficaces pour optimiser la structure financière des entreprises et améliorer leur performance globale.

I.2 Problématique,

La question de l'optimisation de la structure financière constitue un enjeu majeur pour les entreprises, car elle conditionne leur capacité à se financer, à investir et à assurer leur pérennité. La théorie du compromis postule qu'une entreprise ajuste sa structure financière en fonction des avantages fiscaux de la dette et des coûts de détresse financière associés à un endettement excessif. En effet, une dette excessive peut engendrer des risques accumulés, tels que des difficultés de remboursement et une exposition aux fluctuations économiques défavorables. Dès lors, les entreprises doivent trouver un équilibre entre capitaux propres et dettes afin de maximiser leur rentabilité tout en maintenant une flexibilité financière (Myers et Majluf (1984). La recherche dudit équilibre nous interpelle sur l'efficacité des modes de financement des entreprises.

La question principale de la recherche est la suivante :

I.3 Question générale

Comment la structure financière influence-t-elle la performance organisationnelle des entreprises ?

Cette question centrale se décompose en deux (02) questions spécifiques :

I.4 Questions spécifiques

- Quels sont les effets de la structure financière sur la capacité d'investissement et la croissance des entreprises
- Comment combiner le financement par les capitaux propres et les dettes pour assurer la performance des entreprises ?

I. 5. Objectif général

L'objectif générale de notre étude est de trouver les meilleurs leviers financiers susceptibles de garantir une performance organisationnelle des entreprises.

I.6 Objectifs spécifiques

- Examiner les effets de la structure financière sur la capacité d'investissement et la croissance des entreprises
- Identifier les meilleures stratégies financières permettant d'optimiser la performance organisationnelle.

I.7. Hypothèse générale

La structure financière influence significativement la performance organisationnelle des entreprises en conditionnant leur rentabilité, leur stabilité et leur capacité d'investissement.

I.8. Hypothèses **spécifiques**

- Une répartition équilibrée entre capitaux propres et dettes améliore la stabilité financière des entreprises.
- L'adoption de stratégies financières adaptées permet d'optimiser la performance organisationnelle.

II. REVUE DE LA LITTERATURE

L'analyse de l'influence de la structure financière sur la performance organisationnelle s'appuie sur plusieurs théories économiques et financières développées au fil du temps. Cette section explore les fondements théoriques, les résultats des recherches empiriques et les approches stratégiques adoptées par les entreprises en matière de structure financière.

II.1 Théories de la structure financière

Une structure financière optimale permet aux entreprises de financer leurs activités de manière efficace tout en minimisant les risques liés à l'endettement excessif ou à une insuffisance de capitaux propres. La théorie de Modigliani et Miller (1958) postule que, en l'absence d'impôts, de coûts de transaction et d'asymétrie d'information, la structure financière est sans effet sur la valeur d'une entreprise. Cependant, dans un contexte réel où ces éléments sont présents, cette neutralité ne s'applique plus.

La **théorie du compromis** suggère que les entreprises ajustent leur niveau d'endettement en fonction des avantages fiscaux de la dette et des coûts liés à une éventuelle faillite. Selon cette approche, il existerait un niveau d'endettement optimal permettant de maximiser la valeur de l'entreprise sans nuire à sa solvabilité.

La **théorie de l'**ordre hiérarchique, développée par Myers et Majluf (1984), met en avant la préférence des entreprises pour le financement interne. Elles privilégient d'abord leurs bénéfices

non distribués, ensuite la dette, et enfin l'émission d'actions, afin de minimiser les coûts liés à l'asymétrie d'information et éviter une dilution du contrôle.

Nous avons la **théorie de l'agence** (Jensen et Meckling, 1976) souligne les conflits d'intérêts entre les actionnaires et les dirigeants. Une structure financière fortement endettée pourrait discipliner les gestionnaires en particulier leur capacité à engager des dépenses inutiles, mais elle peut aussi entraîner des prises de risques excessifs menaçant la pérennité de l'entreprise.

II.2 Structure financière et performance organisationnelle

De nombreuses études empiriques ont analysé la relation entre la structure financière et la performance des entreprises. Certaines recherches montrent qu'un endettement modéré permet d'améliorer la rentabilité en profitant de l'effet de levier financier, tandis qu'un endettement excessif augmente les risques de faillite et les coûts financiers. Par exemple, une étude de Rajan et Zingales (1995) a mis en évidence une relation non linéaire entre endettement et performance, où une dette maîtrisée favorise la croissance, mais un surendettement nuit à la stabilité.

D'autres travaux soulignent que la structure financière optimale dépend du secteur d'activité et du contexte économique. Dans les industries à forte intensité capitalistique, l'endettement est souvent plus élevé en raison des investissements lourds, tandis que dans les entreprises du secteur technologique, qui ont peu d'actifs tangibles, le financement par capitaux propres est privilégié.

II.3 Stratégies d'optimisation de la structure financière

Les entreprises adoptent diverses stratégies pour équilibrer leur structure financière et améliorer leur performance. Une gestion prudente de l'endettement passe par l'ajustement des sources de financement en fonction des fluctuations économiques et des opportunités d'investissement. De plus, la diversification des sources de financement, y compris le capital-risque, les obligations ou les partenariats stratégiques, permet de réduire les risques liés à une dépendance excessive à une seule forme de financement.

L'optimisation du coût du capital est également un facteur clé. Une combinaison judicieuse de capitaux propres et de dettes permet aux entreprises de minimiser leur coût global de financement tout en maintenant une flexibilité financière suffisante pour saisir les opportunités de croissance.

II.4 Synthèse et pertinence de l'étude

L'analyse des différentes théories et études empiriques montre que la structure financière est un levier fondamental de la performance organisationnelle. Toutefois, il n'existe pas de modèle universel applicable à toutes les entreprises, car les facteurs contextuels jouent un rôle déterminant.

Cette revue de la littérature met en évidence la nécessité d'une approche adaptée aux spécificités de chaque organisation afin d'optimiser l'équilibre entre rentabilité, solvabilité et croissance.
L'étude proposée s'inscrit dans cette dynamique en cherchant à mieux comprendre comment les entreprises peuvent structurer leur financement pour améliorer leur performance organisationnelle tout en minimisant les risques financiers.

III. METHODOLOGIE

La méthodologie adoptée repose sur une approche **mixte** de collecte de données, combinant la sollicitation directe via des questionnaires et la recherche documentaire.
La collecte des données s'est déroulée à Ouagadougou entre le 24 février et le 21 avril 2025 et a concerné 30 entreprises. Les données obtenues ont été saisies dans un tableau Excel avancé pour leur traitement et leur analyse. Cette étape a impliqué plusieurs actions :

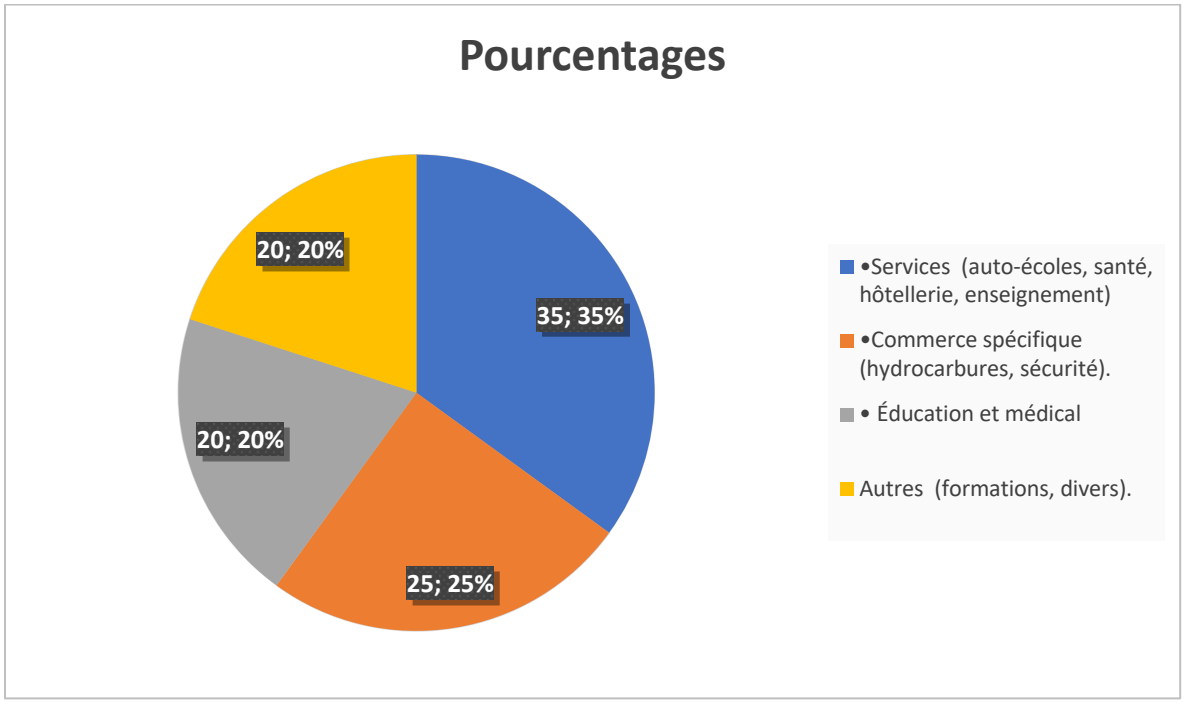
- **La saisie des réponses** : Assurer l'exactitude et la cohérence des données enregistrées.
- **Le traitement des données** : Mettre en place des catégories, corriger les éventuelles incohérences et structurer les informations pour une analyse facile.
- **L'analyse des données** : Exploiter les outils avancés d'Excel pour extraire des tendances, des corrélations et des insights pertinents.

IV. RESULTATS

IV.1 Caractéristique des entreprises

Les 30 entreprises étudiées présentent une diversité de secteurs d'activité allant des services (auto-écoles, santé, hôtellerie, enseignement) à des spécialités spécifiques comme le commerce d'hydrocarbures ou la sécurité. Certaines sont orientées vers des prestations éducatives et médicales, tandis que d'autres se concentrent sur le commerce ou la formation.

Graphique 1 : Résultats liés à la répartition des secteurs d'activités.



Source : Logiciel Excel

- **Interprétation des résultats**

Les entreprises évaluées présentent des similitudes notables, indépendamment de leurs secteurs d'activité. Tout d'abord, une neutralité récurrente dans leurs réponses (63%), souvent résumées par "RAS", reflète soit une stabilité financière relative, soit un manque de volonté de fournir des détails financiers plus précis. Ce positionnement, bien que rassurant, limite néanmoins la capacité d'identifier des problèmes spécifiques ou des axes d'amélioration.

Les entreprises étudiées révèlent des forces significatives qui reflètent une approche financière prudente et réfléchie. Leur capacité à maintenir une stabilité financière solide, notamment en évitant les dettes excessives et en limitant les problèmes financiers majeurs, est un indicateur clé de leur résilience. De plus, elles font preuve d'une stratégie d'investissement ciblée, utilisant leurs ressources pour améliorer leurs infrastructures, comme le développement du plateau technique et l'acquisition de logiciels adaptés. Ces choix renforcent leur capacité à répondre aux besoins spécifiques de leurs marchés. Par ailleurs, leur gestion prudente, caractérisée par une faible exposition à l'endettement, illustre une stratégie robuste et conservatrice.

Cependant, certaines limites méritent d'être abordées pour permettre une croissance optimisée. Premièrement, le manque de diversification des sources de financement apparaît comme une

contrainte majeure. Une reliance excessive sur les capitaux propres peut freiner les ambitions d'investissements de grande ampleur, particulièrement dans des secteurs très compétitifs. Deuxièmement, le manque de données détaillées concernant des aspects financiers essentiels, tels que la rentabilité, les dettes ou les stratégies de croissance, limite les possibilités d'analyse approfondie et de formulation de solutions adaptées. Enfin, l'absence d'objectifs stratégiques à moyen ou long terme expose les entreprises à des risques dans un contexte économique dynamique et imprévisible.

Il est également pertinent de noter l'homogénéité des approches financières, malgré la diversité sectorielle des entreprises (santé, éducation, commerce, hôtellerie). Ces dernières adoptent des pratiques similaires, caractérisées par une prudence budgétaire, une faible exposition aux risques financiers, et un recours limité aux fonds externes. Cependant, certaines entreprises se distinguent par leur capacité à innover, notamment à travers des investissements dans des technologies et infrastructures modernisées, un levier clé pour améliorer leur compétitivité.

En somme, les entreprises étudiées ont adopté une gestion prudente de l'endettement et un choix stratégiques ciblés, comme l'amélioration des infrastructures et l'acquisition de logiciels.

Parmi les principales faiblesses figurent une diversification insuffisante des sources de financement, freinant l'accès à des investissements significatifs, et un manque de données détaillées, restreignant ainsi l'analyse approfondie des performances. En outre, peu d'entreprises ont exprimé des prévisions stratégiques à moyen ou long terme, les laissant potentiellement vulnérables face à l'évolution rapide des marchés et des environnements économiques.

Ainsi, bien que les pratiques actuelles témoignent d'une gestion responsable et réfléchie, elles gagneraient à évoluer vers une plus grande diversification des financements, une transparence accrue et une vision stratégique plus affirmée pour pérenniser leur croissance et renforcer leur résilience dans un contexte compétitif.

Tableau 1 Récapitulatif de l'analyse

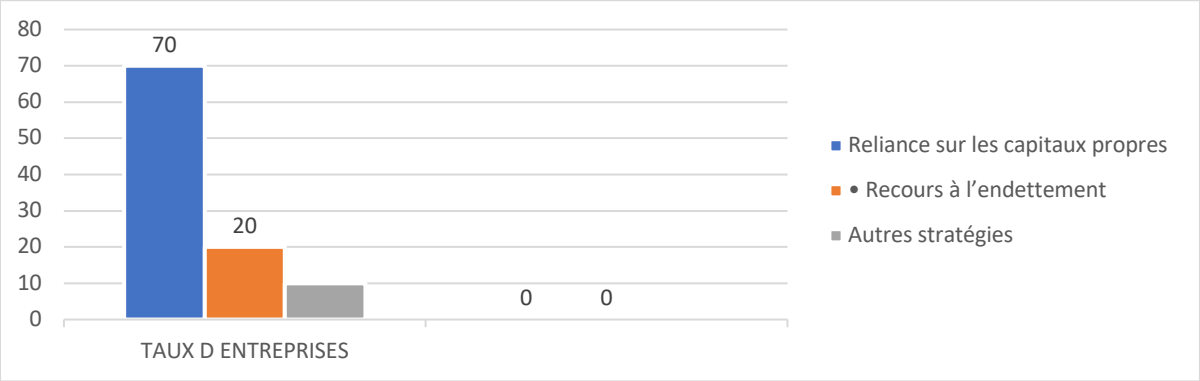
Points forts	**Points faibles**
Stabilité financière	Reliance excessive sur fonds propres

Investissements ciblés	Manque de diversification dans les financements
Absence de dettes majeures	Données insuffisantes pour analyse approfondie
Résilience face aux crises économiques	Absence de prévisions stratégiques à moyen/long terme

Source : nos propres conceptions

Graphique 2 : Relance sur les capitaux propres vs endettement

	Relance sur les capitaux propres	• Recours à l'endettement	**Autres stratégies**
TAUX D'ENTREPRISES	70	20	10



Source **: logiciel Excel**

- **Relance sur les capitaux propres** : 70% des entreprises.
- **Recours à l'endettement** : 20% des entreprises.
- **Autres stratégies** : 10% (investissements ciblés).

IV.2 Impact de l'endettement sur la rentabilité

L'étude montre que les entreprises ayant un niveau d'endettement modéré bénéficient d'un effet de levier financier, lequel améliore leur rentabilité en augmentant le rendement des capitaux propres. Toutefois, un endettement excessif engendre une hausse des charges d'intérêts, réduisant

ainsi la marge bénéficiaire et augmentant le risque de faillite, ce qui nuit à la performance globale. Ces observations soulignent l'importance cruciale d'une gestion prudente de la dette, permettant de maximiser les avantages du levier financier sans compromettre la stabilité financière.

IV.3 Équilibre entre capitaux propres et dettes

Les résultats révèlent que les entreprises qui équilibrent efficacement capitaux propres et dettes assurent une meilleure stabilité financière. Un excès de capitaux propres peut limiter la rentabilité en raison du coût d'opportunité des fonds immobilisés, tandis qu'une dépendance excessive à la dette expose l'entreprise à des tensions financières, particulièrement en période de ralentissement économique. Une répartition optimale entre ces deux sources de financement apparaît donc comme un levier clé pour garantir une croissance durable et une gestion optimale des risques.

IV.4. Influence sur la capacité d'investissement et la croissance

Les entreprises disposant d'une structure financière bien équilibrée accèdent plus aisément aux financements externes nécessaires pour investir dans l'innovation et l'expansion. Cette flexibilité financière leur permet de saisir plus rapidement les opportunités de croissance et d'adapter leur stratégie face aux fluctuations du marché. À l'inverse, une mauvaise gestion des ressources financières limite leur capacité d'investissement, compromettant ainsi leur compétitivité et leur durabilité à long terme.

IV.5. Stratégies financières et optimisation de la performance

Les entreprises qui diversifient leurs sources de financement et optimisent leur coût du capital enregistrent une performance organisationnelle supérieure. Cette analyse démontre que l'adoption de politiques financières adaptées, intégrant gestion des risques et optimisation des ressources, renforce la résilience des entreprises face aux incertitudes économiques. En améliorant leur structure financière, ces entreprises parviennent non seulement à maintenir leur rentabilité, mais également à garantir une croissance durable.

IV.6. Les stratégies financières des entreprises en contexte d'insécurité

IV.6.1. Impact du contexte sur les réponses des entreprises

Dans un contexte marqué par l'insécurité engendrée par la guerre, les entreprises font face à des défis majeurs qui influencent directement leurs décisions financières et stratégiques. La crainte des taxes élevées, combinée à l'instabilité économique générale, incite à une prudence extrême. Cette

précaution se manifeste par le refus de s'engager dans des initiatives financières risquées, telles que l'endettement, et par la neutralité observée dans les réponses. Beaucoup d'entreprises ont opté pour un "RAS" stratégique, évitant ainsi de dévoiler leurs vulnérabilités ou leurs défis financiers, ce qui traduit une méfiance accrue envers les institutions publiques et fiscales.

La priorité semble s'être déplacée du développement vers la survie. Les entreprises privilégient des stratégies conservatrices basées sur les capitaux propres, offrant un filet de sécurité face à l'incertitude. Toutefois, cette dépendance limite leur flexibilité et leur capacité à mobiliser des ressources externes pour des projets stratégiques. Les investissements restent modestes, principalement orientés vers des besoins essentiels, tels que l'achat de logiciels ou le renforcement des actifs immobilisés, afin de préserver la liquidité nécessaire dans des conditions imprévisibles.

Sur le plan organisationnel, l'insécurité affecte directement la rentabilité et les performances globales des entreprises. Les opportunités économiques se raréfient, les marchés deviennent moins accessibles et la demande locale s'affaiblit dans certains secteurs clés tels que la santé, le commerce et les services. En adoptant des stratégies de survie et en évitant les engagements financiers ambitieux, les entreprises freinent leur potentiel d'investissement et leur capacité de croissance. Cette stagnation stratégique, accentuée par l'absence de prévisions à moyen ou long terme, les expose à une fragilité accrue dans un environnement instable.

Pour surmonter ces obstacles, plusieurs recommandations peuvent être envisagées :

Appui institutionnel et fiscal : Mettre en place des mesures fiscales allégées et des garanties publiques pour encourager l'investissement et réduire la peur des taxes.

Stratégies de résilience : Offrir des formations aux dirigeants pour les préparer à gérer les finances en période de crise et encourager la diversification des activités pour diminuer la dépendance à un seul marché.

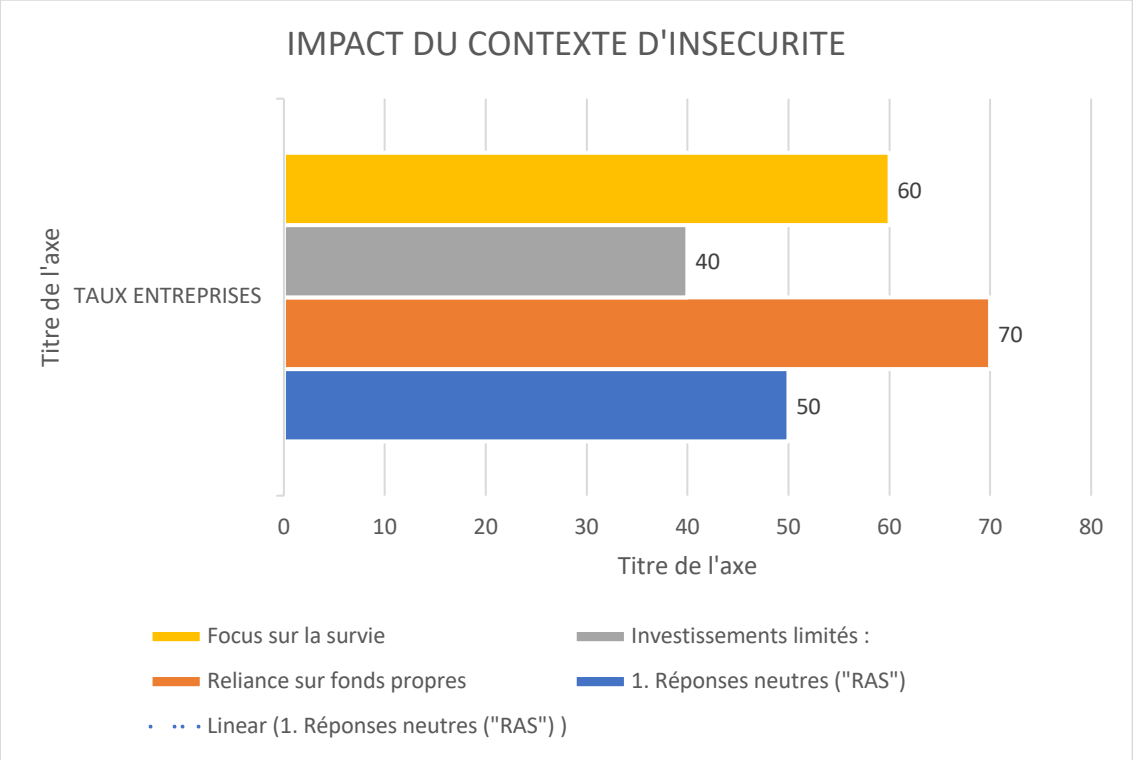
Innovation malgré l'instabilité : Stimuler l'adoption de solutions technologiques et numériques, facilitant l'accès à de nouveaux marchés et augmentant l'efficacité opérationnelle.

Renforcement de la confiance : Favoriser les partenariats public-privé pour restaurer la confiance envers les institutions bancaires et fiscales.

En résumé, la prudence et la stagnation stratégique observées chez les entreprises, bien qu'adaptées au contexte actuel, limitent leur capacité de croissance et d'investissement. Avec des politiques et

des initiatives spécifiques adaptées à ce contexte de crise, il serait possible de revitaliser leur dynamisme, tout en assurant leur protection et leur pérennité face aux défis de l'instabilité

Graphique 3 : Impact du contexte d'insécurité



Source : logiciel Excel

- **Réponses neutres ("RAS")** : 50% des entreprises.
- **Reliance sur fonds propres** : 70%.
- **Investissements limités** : 40%.
- **Focus sur la survie** : 60%.

IV.6.2 Interprétation scientifique du graphique 3

Ce graphique met en évidence les effets d'un contexte d'insécurité sur les décisions stratégiques des entreprises, en offrant une interprétation scientifique basée sur des principes économiques et organisationnels.

IV.6.3 Analyse des réponses neutres ("RAS") - 50 %

Le fait que **50 % des entreprises** aient adopté une posture de neutralité, en ne divulguant pas d'informations claires sur leurs défis financiers, traduit une méfiance accrue envers l'environnement institutionnel et fiscal.

Dans les théories économiques, ce comportement est souvent observé dans des contextes d'incertitude, où les acteurs économiques privilégient l'auto-préservation plutôt que la prise de risque.

IV.6.4. Reliance sur fonds propres - 70 %

- L'**utilisation majoritaire des capitaux propres** (70 %) montre une réticence à s'engager dans des financements externes (prêts, investissements privés).
- D'un point de vue financier, cela peut être interprété comme une stratégie de réduction du risque d'endettement en période de crise, mais cela limite aussi la capacité d'expansion et de compétitivité.

IV.6.5. Investissements limités - 40 %

- Seuls **40 % des entreprises** continuent d'investir, et ces investissements restent ciblés sur des besoins essentiels (logiciels, infrastructures de base).
- Scientifiquement, cela correspond à une gestion financière prudente, où les priorités économiques sont réorientées vers des éléments qui garantissent la continuité des opérations plutôt que l'innovation ou l'expansion.

IV.6.6. **Focus sur la survie - 60 %**

- Une **majorité de 60 % des entreprises** se concentrent avant tout sur leur survie, plutôt que sur leur développement.
- Ce phénomène est couramment étudié dans les contextes de crises économiques ou géopolitiques : les entreprises réduisent leurs ambitions stratégiques, évitent les prises de risques et cherchent avant tout à minimiser leur exposition à l'instabilité.

IV.6.7 **Implications et recommandations stratégiques**

- **Diversification des financements** : L'introduction progressive d'autres sources de capital (investisseurs privés, subventions) pourrait limiter les effets d'un financement exclusivement basé sur les capitaux propres.

- **Développement de la résilience** : Formation des dirigeants à la gestion de crise économique et mise en place de stratégies d'adaptation (restructuration financière, réduction des coûts non essentiels).
- **Innovation et flexibilisation** : Encourager l'utilisation de technologies numériques et de nouveaux modèles économiques (services en ligne, automatisation) pour pallier les effets de l'instabilité.
- **Restauration de la confiance économique** : Renforcement des relations public-privé pour stabiliser l'environnement fiscal et réglementaire.

Enfin, ce graphique illustre comment **l'insécurité économique pousse les entreprises vers des stratégies ultra-conservatrices**, axées sur la survie et la prudence, au détriment de la croissance et de l'expansion. Une approche plus équilibrée, combinant prudence et innovation, permettrait de garantir une meilleure stabilité financière tout en favorisant un développement à long terme.

V. DISCUSSIONS DES RESULTATS

Les résultats obtenus dans notre étude confirment que la structure financière a un impact majeur sur la performance organisationnelle des entreprises. Ces résultats sont cohérents avec les hypothèses de départ, qui supposent que l'équilibre financier, le niveau d'endettement et la gestion des ressources seraient déterminants pour la rentabilité et la croissance des entreprises. Nous allons maintenant comparer nos résultats avec les études antérieures pour mieux comprendre leur signification et leur portée.

V.1. Impact de l'endettement sur la rentabilité

L'analyse met en lumière l'impact clé de la gestion de l'endettement sur la rentabilité des entreprises. Les résultats montrent que les entreprises avec un endettement modéré bénéficient de l'effet de levier, conformément aux travaux de Modigliani et Miller (1958). Cette approche permet de réduire le rendement des capitaux propres tout en augmentant la rentabilité globale, sous réserve d'une gestion prudente. Cependant, les recherches de Myers (1984) rappellent que des niveaux d'endettement excessifs accroissent le coût de la dette et le risque de défaillance, altérant ainsi la performance financière. Cette dualité souligne l'importance d'un endettement équilibré et maîtrisé pour préserver à la fois la rentabilité et la stabilité financière.

L'étude met également en avant le rôle fondamental de l'équilibre entre capitaux propres et dettes dans le maintien d'une structure financière saine. Les conclusions rejoignent les principes de

Modigliani et Miller (1958), selon lesquels un financement équilibré maximise la valeur de l'entreprise. Cette observation est renforcée par les travaux de Brigham et Houston (2009), qui insistent sur le fait qu'une dépendance excessive soit aux capitaux propres, soit à l'endettement, peut limiter la rentabilité et freiner la croissance. La diversification des sources de financement s'impose ainsi comme un levier essentiel pour une gestion efficace des risques.

Les données empiriques viennent corroborer ces constats : 70 % des entreprises s'appuient principalement sur leurs capitaux propres, traduisant une prudence financière. Toutefois, seules 20 % d'entre elles optent pour un recours à l'endettement, tandis que 10 % utilisent d'autres stratégies, comme des investissements ciblés. Cette répartition illustre une préférence marquée pour l'autofinancement, bien qu'un endettement modéré puisse ouvrir des perspectives de croissance plus ambitieuses.

La gestion de l'endettement et l'équilibre des sources de financement apparaissent comme des facteurs déterminants pour optimiser la rentabilité et assurer la pérennité des entreprises. Une approche stratégique, basée sur une diversification des ressources et une gestion prudente de la dette, pourrait renforcer leur capacité à surmonter les défis financiers et à saisir les opportunités de développement.

L'étude met en avant le rôle essentiel d'une structure financière bien gérée pour stimuler la capacité d'investissement et la croissance des entreprises.

Les résultats montrent que les entreprises disposant d'une flexibilité financière sont mieux positionnées pour financer leurs projets d'innovation et d'expansion. Cela rejoint les conclusions de Jensen (1986), qui soulignaient que des structures financières optimisées permettent d'augmenter les investissements, favorisant ainsi la compétitivité et le développement. De plus, les travaux de Rajan et Zingales (1995) confirment que l'accès au financement est intrinsèquement lié à la solidité de la structure financière. Ces éléments mettent en lumière l'importance d'une gestion efficace des ressources financières, indispensable pour saisir les opportunités de croissance dans un marché mondialisé et en constante évolution.

V.2. Sur le plan stratégique ;

Les entreprises qui diversifient leurs sources de financement et optimisent le coût de leur capital démontrent une performance organisationnelle supérieure. En harmonie avec les théories de Fama et French (2002), cette gestion stratégique du capital favorise non seulement une compétitivité accrue, mais également une meilleure résilience face aux crises économiques. En adoptant des

stratégies financières adaptées, les entreprises peuvent non seulement maintenir leur rentabilité, mais également stabiliser leur position sur le long terme dans des environnements économiques parfois incertains.

Les résultats de l'étude valident également les hypothèses initiales, selon lesquelles une gestion équilibrée entre capitaux propres et endettement favorise la rentabilité et la performance organisationnelle. L'endettement modéré, lorsqu'il est bien géré, optimise l'utilisation des ressources financières tout en limitant les risques. Cette diversification des financements et l'adoption de structures financières flexibles sont des leviers clés pour garantir une croissance durable. Ces conclusions résonnent avec les travaux antérieurs tout en apportant des perspectives nouvelles sur la manière dont une structure financière bien pensée influence la performance des entreprises à l'échelle mondiale.

L'étude souligne qu'une gestion stratégique du capital, soutenue par une diversification des financements, constitue un pilier pour maximiser la performance organisationnelle. Dans un contexte économique mondialisé, ces stratégies financières peuvent devenir des éléments différenciateurs majeurs, permettant aux entreprises de rester compétitives tout en répondant efficacement aux défis et opportunités du marché

V.3. Recommandation

Pour garantir une croissance durable et efficace, plusieurs axes stratégiques sont à considérer. D'abord, diversifier les sources de financement en intégrant des options externes telles que les prêts bancaires ou les investissements, afin d'accélérer les projets majeurs. Ensuite, améliorer la transparence financière en fournissant des données précises et détaillées qui permettront une analyse approfondie et des décisions éclairées.

Par ailleurs, l'innovation et la digitalisation doivent être au cœur des priorités, avec un investissement accru dans les technologies et outils modernes pour renforcer la compétitivité. Sur le plan stratégique, il est essentiel de développer des prévisions financières et des plans à court, moyen et long terme, afin d'anticiper les besoins futurs et de propulser les activités. Enfin, il est indispensable de former les gestionnaires en matière de gestion financière, pour maximiser l'usage des capitaux disponibles, maîtriser les dettes et exploiter de nouvelles opportunités sur le marché.

Tableau 3 récapitulatif : Recommandations générales

Recommandation	**Impact attendu**

Diversification des financements	Accélération de la croissance
Transparence financière	Prises de décision éclairées
Innovation et digitalisation	Modernisation des opérations
Prévisions stratégiques	Prévisions stratégiques
Formation des dirigeants	Optimisation de la gestion financière

VI.CONCLUSION

La structure financière, un levier stratégique pour la performance organisationnelle

Cette étude démontre que la structure financière est un pilier essentiel de la performance organisationnelle des entreprises. L'équilibre subtil entre les capitaux propres et l'endettement, associé à une gestion prudente de ce dernier, émerge comme un facteur clé pour maximiser la rentabilité tout en garantissant une stabilité financière durable. Les entreprises capables de maintenir cet équilibre stratégique se montrent mieux armées pour relever les défis économiques et saisir les opportunités de croissance.

Les résultats révèlent également que les entreprises qui adoptent une approche proactive et diversifiée en matière de gestion financière obtiennent des performances supérieures. En optimisant le coût du capital et en diversifiant leurs sources de financement, elles s'assurent un accès facilité aux ressources nécessaires pour investir dans l'innovation et l'expansion, renforçant ainsi leur compétitivité sur le long terme. Cette analyse corrobore les théories économiques établies, mettant en avant l'importance d'une structure financière flexible et dynamique comme levier pour la croissance et la résilience organisationnelle.

En outre, l'étude confirme que la performance des entreprises est étroitement liée à leur capacité à gérer stratégiquement leurs ressources financières. Un endettement modéré, combiné à une diversification judicieuse des financements, agit comme un moteur de croissance tout en réduisant les risques liés à une dépendance excessive à une seule source de capital. Ce constat souligne également le rôle crucial des stratégies financières dans l'amélioration de la performance à long terme.

Enfin, cette étude apporte une contribution notable à la compréhension des interrelations entre structure financière et performance organisationnelle. Elle ouvre des pistes concrètes pour une

gestion financière optimisée, fournissant aux décideurs des orientations pratiques pour adopter des pratiques stratégiques capables de garantir la croissance et la rentabilité. Pour approfondir ces conclusions, des études sectorielles et régionales complémentaires permettraient de mieux cerner les spécificités contextuelles, aidant ainsi les entreprises à adapter leurs structures financières aux défis d'une économie mondialisée en constante évolution.

VII. REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier tout le monde de près ou de loin qui ont accepté de participer à cette étude.

XIII. CONFLITS D'INTÉRÊTS

Aucun conflit n'est à signaler dans la présente étude.

IX. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Brigham, EF et Houston, JF (2009). Principes fondamentaux de la gestion financière (11e éd.). Cengage Learning.
- Fama, EF et French, KR (2002). Test des prédictions de compromis et de hiérarchie concernant les dividendes et la dette. The Review of Financial Studies, 15(1), 1-33.
- Jensen, MC (1986). Coûts d'agence des flux de trésorerie disponibles, de la finance d'entreprise et des rachats. American Economic Review, 76(2), 323-329.
- Modigliani, F. et Miller, MH (1958). Le coût du capital, le financement des entreprises et la théorie de l'investissement. American Economic Review, 48(3), 261-297.
- Myers, SC (1984). Le casse-tête de la structure du capital. The Journal of Finance, 39(3), 575-592.
- Rajan, RG et Zingales, L. (1995). Que savons-nous de la structure du capital ? Quelques données internationales. The Journal of Finance, 50(5), 1421-1460.
- Modigliani, F. et Miller, MH (1963). Impôts sur les sociétés et coût du capital : une correction. American Economic Review, 53(3), 433-443.
- Brealey, RA et Myers, SC (2003). Principes de la finance d'entreprise (7e éd.). McGraw-Hill.
- Graham, JR et Harvey, CR (2001). La théorie et la pratique de la finance d'entreprise : données de terrain. Journal of Financial Economics, 60(2-3), 187-243.

- Miller, MH et Modigliani, F. (1961). Politique de dividendes, croissance et valorisation des actions. The Journal of Business, 34(4), 411-433.
- Kester, WC (1986). Structure du capital et de la propriété : une comparaison des entreprises manufacturières américaines et japonaises. Financial Management, 15(1), 5-16.
- Smith, CW et Stulz, RM (1985). Les déterminants des politiques de couverture des entreprises. Journal of Financial and Quantitative Analysis, 20(4), 391-405.
- Chen, H. et Zhang, L. (2014). Structure du capital et performance des entreprises : données de la Chine. Revue internationale d'économie et de finance, 29, 232-250.
- Allen, F., et Gale, D. (2000). Contagion financière. Journal of Political Economy, 108(1), 1-33.
- Myers, SC et Majluf, NS (1984). Financement des entreprises et décisions d'investissement lorsque les entreprises disposent d'informations que les investisseurs ne possèdent pas. Journal of Financial Economics, 13(2), 187-221.
- Artz, KW, Norman, PM, & Hatfield, DE (2010). Une méta-analyse de la relation entre les facteurs spécifiques à l'entreprise et la performance de l'entreprise. Journal of Business Research, 63(3), 243-254.